



*« Les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux »
Etienne de la Boétie – Discours de la servitude volontaire*

Le vieux monde est derrière nous et Jean Luc Moudenc est toujours à l'intérieur. Courons !

Il est trop tôt pour avoir une idée approfondie et globale de la crise et de la récession qui viennent. Par contre, il y a deux choses que l'on peut établir sans se tromper. La première est que le monde que nous construisent les capitalistes et les néolibéraux est un monde de guerre, de pandémies et d'effondrement. La deuxième est que le covid-19, qui a fait (pour le moment) moins de victimes que le cancer, le paludisme, le VIH ou la faim dans le monde, a mis à genoux la plupart des économies de la planète. Une grève (crève ?) générale planétaire sans préavis en quelque sorte.

Les néolibéraux, qui ne veulent pas sortir du vieux monde, font tout pour que cette « grève sans préavis » ne fasse émerger le monde d'après. Ils n'ont pas beaucoup d'arguments, mais ils sont forts ; et ont la plupart des pouvoirs entre les mains : l'économie et la finance, les médias, la police...La seule chose qu'ils n'ont pas, c'est le nombre. Nous sommes plus nombreux qu'eux mais nous nous garderons bien de dire que nous sommes 99% et eux 1%. Et les faits récents nous montrent que l'on peut très majoritairement rejeter une loi (comme celle sur les retraites) sans pour autant participer activement à son rejet.

Le monde et la métropole

Le monde est ainsi ; et la ville et la métropole s'organisent dans ce monde. La métropole, en fait l'extension de Toulouse, que nous proposaient M.Moudenc, ses amis de la banque, de la finance et du béton pour 2030 est un lieu pensé et conçu pour accueillir les riches (tour de 150 m, quartier d'affaires, nouveaux quartiers résidentiels) avec la LGV à Matabiau pour mettre Paris à quelques heures et un hub à Blagnac pour parcourir le monde.

Mais voilà, les métropoles attirent aussi les virus, ils voyagent vite grâce à l'avion et contaminent forcément les concentrations de population. La pandémie nous a appris aussi que la métropole n'avait pas effacé les classes sociales (cf. la situation en Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de la France métropolitaine). Bien des parisiens, possédant des résidences secondaires (plutôt à l'île de Ré ou bien encore à Deauville) pouvaient fuir devant l'avancée du virus. Mais cela n'a pas été, et loin de là, le cas pour tout le monde.

Cet épisode, quelque part édifiant, nous montre que, face aux pandémies qui ne manqueront de se reproduire, face au changement climatique dont la venue est aujourd'hui avérée, il y a ceux qui pourront trouver des endroits « habitables » et ceux et celles, la très grande majorité de la population en fait, qui seront en première ligne faceaux virus et/ou dans les ouragans, les canicules.

La métropole de 2030

Sous la canopée de la place du Capitole, place en partie privatisée pendant 3 jours en octobre 2018 par Mr&Mme Moudenc, les banquiers et les promoteurs/bétonneurs, regroupés sous la bannière « Toulouse 2030 », il fut question de la grandeur de la ville et de sa métropole.

La Dépêche du Midi du 29 juin 2018 raconte :

Pour cette cheville ouvrière de Toulouse 2030, Dominique Boudet : «la Ville rose bénéficie de décisions récentes : le travail de Joan Busquets sur le centre historique, rénovation élégante, la 3e ligne de métro, au rôle structurant, et l'arrivée d'objets urbains de qualité qui donnent une image de modernité, comme TSE (Toulouse School of Economics) à Saint-Pierre ou le Pex (Parc-expo) à Aussonne, grâce auquel Toulouse va redevenir- une grande ville de tourisme d'affaires».

A cette énumération, il faut aussi ajouter la Tour d'Occitanie, la ligne LGV, la transformation de l'aéroport en hub ; le tout adossé au développement sans fin d'Airbus ! Voilà ce qu'ajoutait Dominique Boudet, toujours à La Dépêche du Midi : *«Toulouse est une des rares villes en France qui reste industrielle, la métropole - bientôt la 3e de France- et l'aire urbaine avec ses 320 communes, où s'exerce la réelle influence économique».*

Souvenons-nous aussicomment parlait Philippe Journo, président de la Compagnie de Phalsbourg (promoteur de la tour Occitanie), à La Dépêche du Midi le 24 juillet 2018 : *« Toulouse doit se comporter comme une métropole du XXIe siècle. Ce qu'a compris le maire en proposant ce concours[pour concevoir et construire la tour] avec SNCF Immobilier. Toulouse, capitale aéronautique, doit construire avec son temps, ne pas rester au XIXe, tout en protégeant et valorisant son patrimoine ».*

La tour de 150m de haut, phallus dressé à la gloire de la modernité, se justifie donc d'abord parce que Toulouse est la capitale européenne de l'aéronautique. Airbus génère (générât ?) de l'emploi, il attire (attirait ?) de la main d'œuvre, des habitants supplémentaires, dont des couches sociales aisées, qui font grossir l'agglomération. C'est la fonction de cette tour, des nouveaux appartementsluxueux de La Grave,de la LGV que de satisfaire ce « haut du panier » des nouveaux habitants attendus dans cette croissance (espérée) sans fin de la ville et de son agglomération.

A cela s'ajoute une réalité, la proximité de Toulouse avec les Pyrénées et le littoral ; mais, là, le maire de Toulouse n'a aucune responsabilité dans la géographie...

Le raisonnement était simple au regard du tableau de développement du trafic (et donc de la construction d'avions).*« Selon les prévisions réalisées par Boeing et Airbus avant la crise actuelle, à l'horizon 2037-2038 les compagnies aériennes devraient transporter plus de 8 milliards de passagers par an – soit deux fois le nombre actuel de passagers. Pour cela, la flotte d'avions devrait elle aussi doubler pour compter « plus de 48 000 avions dans les airs en 2038. La majorité de ces avions seront des « mono-couloirs », c'est-à-dire des petits avions de la taille de ceux que l'on prend généralement pour un vol domestique à l'intérieur de l'Europe ».*<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article2035>.

Raisonnement simple à condition de refuser de voir le danger de la mono industrie. Simpliste peut-on même dire quand le maire, tout en se drapant dans les rapports du GIEC,poursuivait ses rêves de métropole et d'avions.

Mais le covid-19 vint...

La crise générée par la pandémie en cours rebat les cartes. La crise qui s'annonce dans l'aéronautique sera d'une ampleur dont on mesure encore mal l'étendue. Maisce seront des dizaines de milliers d'emplois qui vont disparaître. Le plan Power 8, lancé en 2007 et qui a vu la disparition de 10 000 emplois environ,s'inscrivait dans une restructuration de l'appareil de production lié, entre autres, à l'A380(dont la production est d'ailleurs aujourd'hui abandonnée, les compagnies aériennes se séparant même de leurs exemplaires en cours d'exploitation).Aujourd'hui, nous sommes dans une autre dimension ; c'est la fabrication même des avions qui est à l'ordre du jour. L'utilisation de celui-ci va, pour un long moment,devoir s'adapter à des contraintes de sécurité qui mettent en cause la rentabilitédutransport aérien. Sommes-nous encore certains qu'une fraction significative de

la population mondiale va continuer à prendre l'avion pour aller dans divers endroits de la planète quand les frontières seront ré-ouvertes, en prenant des risques quant à sa santé ? Pas sûr...

Ces faits, plus personne, ou presque, ne les conteste aujourd'hui. Ils doivent nous conduire à réévaluer les projections faites sur le développement de la ville et de sa métropole. Les projections à 15-20 ans (source INSEE - 2018) prévoyaient qu'il y aurait 500 000 habitants supplémentaires sur la grande aire urbaine de Toulouse (1h autour de la ville centre) dont 300 000 sur la seule métropole. Qui peut encore donner crédit à ces prévisions quand les avis, de toutes origines, convergent pour acter que le retournement de tendance dans le secteur du transport aérien, et donc par effet quasi mécanique dans celui du secteur de la construction aéronautique, est durable. Et que le secteur mettra des années à retrouver, ne serait-ce que le niveau qui était le sien avant la crise de la pandémie. Quant à repartir sur les bases de croissance qui étaient celles sur lesquelles ont été bâties les prévisions, nul n'y croit encore aujourd'hui. Le développement sans entrave d'Airbus dont rêvait Moudenc (et il n'était pas le seul...) a donc pris fin ; et les projets pharaoniques qui allaient avec aussi. Le PDG de la Compagnie de Phalbourg (opérateur de la tour Occitanie) justifiait cette tour de 150 m de haut en s'appuyant sur « Toulouse - Capitale de l'aéronautique » et, sans aucun doute aussi, sur le doublement de la construction d'avions et de l'attractivité que devait générer la métropole dans ce contexte (voir ci-dessus et le texte « Toulouse, un nouveau Detroit ?). Que pourrait dès lors symboliser cette tour quand Airbus est dans la tourmente ? Quelle utilité peut encore avoir la troisième ligne de métro, appelée la ligne Airbus, quand on connaît son coût (environ trois milliards d'euros) et ceci au moment où il faut investir des sommes colossales pour éviter un effondrement économique avec son cortège de misère sociale, de vies brisées et de saccage de nos communs ? Mais, au-delà de ces projets, déjà déraisonnables avant même le covid-19, soulignons que ce sont des projets qui visent à agglutiner dans la métropole toujours plus de monde. Tout ceci pour être sur le podium des métropoles françaises et essayer de « jouer dans la cour » des grandes métropoles européennes. Le parc des expos PEX (devenu MEET) et le quartier d'affaires inclus dans le projet TESO sont le symbole d'un passé révolu. Nous ne savons encore rien de comment nous viendrons à bout de la pandémie en cours, s'il y aura une seconde vague, s'il y aura un médicament ou bien un vaccin efficaces, s'il faudra changer radicalement sur le long terme nos comportements. Dès lors, quel sens ont encore de tels projets ?

Mais au-delà de cette crise sanitaire, ce sont les enjeux liés au dérèglement climatique et ses conséquences qui doivent être mis sur la table. Même si nous sortions sans trop de casse de la crise actuelle (ce qui semble de toutes façons peu probable), nous ne pouvons pas faire comme si rien, ou si peu, ne s'était passé. En ce sens (et le nombre de morts n'est pas un indicateur vraiment pertinent), le covid-19 est un formidable révélateur des béances structurelles du capitalisme et du néo-libéralisme en termes de réponses à la satisfaction des besoins de l'humanité dans un monde dont la finitude des ressources est avérée. Le pillage des ressources naturelles (extractivisme, déforestation) pour produire toujours plus de marchandises, souvent inutiles et conçues pour être renouvelées sans fin, est incompatible avec le maintien des écosystèmes ; et en premier de l'écosystème humain.

Faire un pas de côté, un vrai pas de côté

Nous ne reviendrons pas ici sur les différents constats, alarmants, développés par la communauté scientifique mondiale sur ce sujet. Mais nous pouvons seulement dire que le pire est possible, voire vraisemblable, si nous ne faisons pas un (énorme) pas de côté (il n'est plus possible de faire marche arrière). Les projections à 10 ans (pas à cinquante ans !) montrent que nous avons dépassé le stade de l'inquiétude pour entrer dans l'ère de l'urgence absolue. Il nous faut envisager des changements radicaux dans toutes les sphères

de l'activité et des pratiques de l'humanité. Les théories du « collapsing », de l'effondrement, quelque soient certaines de leurs dérives (cf. les survivalistes), reposent sur des faisceaux d'indices suffisamment concordants pour que nous devions mettre à plat beaucoup de nos certitudes politiques et sociales. Les mobilisations et révoltes sociales qui enflamment la planète risquent, à brève échéance, d'entrer en résonance avec les migrations massives, les « révoltes du climat » et leurs cortèges de répressions d'état. C'est en cela que nous pouvons faire le lien entre « fin du Monde » et « fin du mois ». Et le passage du LBD au fusil mitrailleur est une hypothèse pas aussi paranoïaque qu'elle en a l'air.

Et là, peuvent (vont) resurgir, sous de nouvelles formes, de vieux débats du mouvement ouvrier. « La » solution à cette urgence est-elle dans la mise en place d'une économie de guerre (et donc un état fort) destinée à concentrer les moyens et l'énergie des hommes vers la bifurcation énergétique et écologique (comme il y eut, en d'autres temps, le « communisme de guerre » de la période bolchévique ou bien la réorientation totale, appelée « Victory program », de l'appareil productif étasunien vers la production militaire en 1942)? Ou bien la solution est-elle dans le « repli », le redéploiement vers des communautés de base, des territoires autogérés? Tout ceci comme un écho « modernisé » du débat de la fin du XIXème siècle entre socialisme scientifique et socialisme utopique mais aussi comme une sorte de feedback des débats de la fin du XXème sur l'articulation entre le local et le global portés par le mouvement altermondialiste de l'époque.

Coopérer ou disparaître...

Les hypothèses de travail doivent reposer un peu sur les deux. Non pas en les mixant (nous ferions alors de la bouillie...) mais en les articulant. Penser que tout peut se résoudre à l'échelle locale est aussi peu opérant que de penser que tout passera par une forme de « dictature », fut-elle éclairée... La relocalisation des modes de vie est absolument nécessaire et se trouve complémentaire des nouvelles exigences démocratiques (les circuits courts alimentaires et industriels couplés aux circuits courts démocratiques). Avec bientôt 10 milliards d'êtres humains et une planète qui peut, quoi qu'on en dise, les nourrir (et bien), et en dehors de toute vision malthusienne (volontaire ou bien découlant d'un l'effondrement), la solution ne peut pas être que locale. Elle est dans la coopération entre populations, entre communautés autogérées (basées sur la coopération de production et, même, sur les coopératives intégrales), dans la mise en place de protectionnismes solidaires, dans la sobriété énergétique, dans la remise à plat de l'ensemble des méthodes de production et de consommation, dans la démocratie réelle, directe, etc.

Articuler le global et le local, agir au plus près du terrain en multipliant les échelles de pensée, penser l'universalisme, non comme une uniformisation des modes de vie, mais comme une utopie conjuguant les différences, voilà un beau chemin...

Les thuriféraires du néolibéralisme et du capitalisme financier essaient de nous convaincre de notre ignorance et de notre incompetence supposées dans les choses qui régissent la vie collective de l'humanité. Ils mettent en avant la complexité du monde, celle des échanges et celui de la production ; et arrivent, malheureusement à en convaincre certains d'entre nous... Nous devons nous mettre en travers. Oui, nous les « bouseux » mis en pâture médiatique lors du mouvement des Gilets jaunes, les premiers de tranchée (personnel soignant, éboueurs, livreurs, caissières, etc...), chair à canon de la lutte contre la pandémie, les « économistes de terrasses de café » (comme Jean-Louis Chauzy, président du CESER, a qualifié les auteurs du texte « Toulouse, un nouveau Détroit ? »), nous pouvons faire tourner nous-mêmes les usines, pour fabriquer des produits socialement utiles et respectueux de l'environnement, pour produire de quoi nourrir, et bien nourrir, toute la population, pour concevoir des logiciels libres, pour penser la cité solidaire... Les entreprises, les services publics, de toutes tailles et de toutes natures, peuvent être des collectifs de vie et de travail

basés sur la coopération entre salariés (de toutes compétences) et usagers/clients (de tous horizons). Nul besoin d'actionnaires pour cela. Des financements, oui il peut être nécessaire d'en trouver ; mais, pour cela aussi, pas besoin d'actionnaires. Quand les salariés de Fralib à Géménos reprennent avec succès leur usine bradée par la multinationale Unilever pour créer, avec succès, la SCOP TI, quand les Pilpa prennent en mains leurs affaires pour fabriquer les glaces sur la marque « La belle Aude », quand le premier fabricant européen de tubes polyéthylène, Acome, basée dans la Manche, est une Scop de près de 1000 salariés associés, quand les emplois directs (30 000 !) d'une région entière d'Euskadi-sud sont structurés par le groupe Mondragon, septième groupe industriel d'Espagne, autour du principe de la coopération de production, quand en Italie, en Emilie-Romagne, c'est un dense réseau de 4 000 coopératives qui structurent l'économie locale, qui peut encore dire que les salariés ne sont pas capables de gérer l'économie ? Nous pouvons même remettre au goût du jour les principes fondateurs de la « Charte de la Havane¹ », véritable antinomie du libre échange actuel, pour penser autrement les échanges et rapports internationaux, pour mettre en avant la coopération et non la domination. **La prison dans laquelle nous nous sentons enfermés, c'est nous qui en avons la clé...**

Construire dès maintenant une autre ville, une autre agglomération.

Toulouse est considérée comme la capitale de l'aéronautique ; elle doit devenir maintenant le lieu où va s'élaborer une alternative au « tout avion ». L'avion n'est pas un objet du passé, c'est son utilisation « débridée » qui est dépassée. Il faudra sans doute continuer à fabriquer des avions et nous en convenons volontiers ; en particulier pour remplacer les avions les plus anciens (trop gourmands en carburant) et il faudra recycler ceux qui seront en fin de vie ; et imaginer une autre forme de tourisme, basée sur le voyage, la « lenteur », le temps long et le partage. Justifier l'utilisation de l'avion, comme le fait Carole Delga, présidente de la région Occitanie, pour que les gens traversent les océans d'un continent à l'autre pour en rencontrer d'autres et faire connaissance, reste le moyen le plus sûr de dégrader le climat. La fraternité entre les peuples ne se mesure pas à la quantité de kérosène utilisée !

Un peu comme pour le tout diésel, les salariés ne doivent pas faire les frais des errements des capitalistes avides de profits dans la course au doublement de la flotte d'avions.

Pour paraphraser deux barbus célèbres du XIX^{ème} siècle, la reconversion des usines de l'aéronautique sera l'œuvre des salariés eux-mêmes ou ne sera pas. Se battre contre les licenciements déjà annoncés ne suffira pas. En même temps, il faudra opposer (imposer) aux patrons de l'aéronautique, et aux décideurs de tout poil et de tous bords, des projets de production alternatifs. Si la bataille se cantonne à la lutte contre les licenciements, le sujet sera borné par les conditions financières de ceux-ci ; et, au bout, ce sera le chômage pour tout le monde... Ou, dans un autre cas, ce sera le revenu universel de base pour tous...

La crise du covid-19 montre, et pas seulement pour les médicaments et les masques, les énormes failles du système économique de notre « riche » pays. Dans un premier temps, il faut énumérer et quantifier les besoins, particulièrement pour le secteur de la santé, produire ce qu'il manque et mettre un terme à la logique des flux tendus. Dans un second temps, mais vite, il faudra à l'échelle d'un quartier, d'une ville, de la région déterminer les besoins et produire des biens socialement utiles, durables, sans obsolescence programmée. Et la reconversion des usines et des bureaux s'accompagnera, logiquement, d'une réduction massive du temps de travail.

La crise, toujours en cours, et celle de 2008/2009, ont mis en lumière la fragilité extrême du néolibéralisme qui ne reste debout que grâce à des médias au garde-à-vous, grâce à une justice aux ordres qui condamne à la chaîne lors d'audiences spéciales et grâce à une police dont la barbarie dans la répression des mouvements sociaux n'est plus à démontrer (les

¹ Sur la Charte de la Havane, voir : <https://france.attac.org/archives/spip.php?article6720>
Texte UPT / Copernic – Juin 2020

morts, les centaines d'éborgnés, de fracassés, de mutilés, les milliers de blessés sont là pour nous le rappeler...).

Que faut-il attendre de ces dirigeants qui ont tremblé devant les Gilets Jaunes, menti et triché durant la crise sanitaire en cours ? Probablement rien. Le maire de Toulouse ne reniera rien de ses projets (il ne faut pas « désespérer la place Saint-Georges ») ; ils forment, pour lui et ses compères, un tout cohérent pour le basculement de Toulouse commetroisième métropole de France. Les déclarations du patron de Raynair, O'Leary, qui affirmait ces derniers jours vouloir continuer à voler sans imposer de barrières sanitaires relèvent, dans son domaine, celui du transport aérien, de la fanfaronnade quand les frontières restent fermées ; mais ils témoignent d'un état d'esprit : faire des bénéfices coûte que coûte. Aucun doute là-dessus, J.L.Moudenc est dans le même état d'esprit, celui du primat d'intérêts particuliers (entre autres ceux des promoteurs, des bétonneurs et des banquiers) sur celui de l'intérêt général. La seule chose qui infirmerait nos propos serait, de la part du maire de Toulouse, une remise à plat complète des projets. Mais franchement, qui peut croire une seconde ?

Comme nous l'affirmions plus haut, il revient aux salariés de l'aéronautique, mais pas à eux-seuls, de s'opposer aux licenciements ; et surtout de penser et concevoir la reconversion, au moins partielle, de ce secteur économique ; et il revient aux toulousains et aux toulousaines, aux habitant·es de la métropole et de la grande aire urbaine de Toulouse de s'opposer aux projets de Moudenc (et des élus de la majorité politique de la métropole) qui sont largement issus d'une vision erronée des conditions du vivre ensemble. Et, bien évidemment, de faire des propositions alternatives. En réalité, l'opposition, la vraie, à Moudenc s'est, pour partie, déjà structurée dans Toulouse 2031. Voilà ce que disait Toulouse 2031 au moment de l'occupation partielle de la place du Capitole par Moudenc, les banquiers et bétonneurs à l'occasion de l'opération marketing « Toulouse 2030 » : *« Nous, toulousain·es et citoyen·nes de la métropole, constatons l'émergence de projets qui offrent les meilleurs emplacements aux promoteurs et qui se développent à l'encontre de nos quartiers en dévoyant notre patrimoine (comme sur les sites de La Grave, de la Place de l'Europe, les quartiers de la gare, du Grand Mirail, d'Ancely, d'Empalot...). Nous redoutons également une marche de la Métropole vers un abandon des services publics qui conduirait à une marchandisation des biens communs comme l'eau »*. Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est pour la gestion de l'eau et l'assainissement : celle-ci a été mise, dans la cadre d'une procédure biaisée, entre les mains des deux principales multinationales du secteur...

Les luttes et combats que nous menons, au quotidien mais aussi années après années, nous enrichissent individuellement et collectivement. Prenons le cas des nuisances liées au trafic aérien. Les mobilisations des riverains de l'aéroport et des habitants soumis aux nuisances de toutes natures du transport aérien, menées à l'aide des associations comme le CCNAAT, les conduisent, au-delà de l'acquisition de compétences en termes de compréhension des mécanismes techniques, administratifs et réglementaires régissant les mouvements des avions, à aller plus loin en s'associant avec d'autres pour mener un combat contre la privatisation de la gestion de l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Car, c'est bien la logique du profit, l'obsession du dividende qui, in fine, servent de ligne directrice au développement du trafic aérien. Les habitants et riverains ne sont dans cette hypothèse que des « nuisibles » qu'il convient d'endormir à coup de discours technocratiques et d'enfumages de toutes sortes.

Parlons aussi du logement. Les luttes portées par les associations pour le droit au logement comme le DAL, au-delà de la lutte pied à pied contre le mal logement, conduisent les militants et les habitants à s'interroger sur la ville que nous voulons, sur le rôle des promoteurs et des élus dans la spéculation foncière, sur la bétonisation sans fin de la ville avec son cortège de mal vivre et de dégradation des conditions de vie de la population dans

son ensemble ; ceci à l'heure où les conséquences liées au changement climatique devraient conduire à lever le pied en termes d'artificialisation des espaces.

Il en va aussi de même pour tous les combats menés dans les quartiers pour une ville plus solidaire, pour un vivre ensemble débarrassé de la compétition entre individus, pour un vivre ensemble basé sur l'estime réciproque.

Toutes ces luttes, tous ces combats, toutes ces mobilisations entrent, pour qui veut bien le voir, dans un tout cohérent. Elles se recourent et se conjuguent. Et confèrent à ceux et celles qui les mènent, à ceux et celles qui y participent, une expertise de terrain indispensable pour penser à l'après... Un après qui ne peut se bâtir qu'avec les salariés, les habitants mais aussi les commerçants, les artisans et tous ceux et celles qui ont, au-delà du fait de vivre de leur travail, des intérêts objectifs en commun, des services publics de santé, de transport à partager, du vivre ensemble à élaborer.

Pour conclure provisoirement

Le changement passe par une alliance des producteurs et des consommateurs, des travailleurs et des habitants. Ce contraste une version moderne (celle du XXI^{ème} siècle au temps des pandémies) de la célèbre phrase du manifeste du Parti communiste de K. Marx et F. Engels : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux même »

Mais pourquoi s'embarasser de cette maxime alors que ce changement pourrait intervenir rapidement puisqu'il y a les élections ?

Pour autant nous savons, depuis longtemps, qu'il y a toujours un rapport de rythme entre la séquence électorale et les mobilisations sociales ; et que ce rapport, qui intègre une discordance des temps, conduit à des interprétations radicalement différentes. On peut être l'ennemi de la finance dans le temps électoral et un ami fidèle dans la séquence d'après...

« Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »² chantait Léo Ferré. Oui, c'est ainsi que les hommes vivent et quand on le sait, on vote. Mais à côté, et dans un même temps, nous devons nous doter d'un outil que nous appelons, de manière générique, « les contre-pouvoirs ». C'est le droit de contester le bien-fondé d'une décision, fût-elle édictée par une personne dûment élue ; et ceci même si celle-ci est proche de nos sensibilités. Aujourd'hui, dans la démocratie autoritaire (selon le terme employé par Romaric Godin dans son livre « La guerre sociale en France »³) dans laquelle nous vivons, le principe de l'élection n'est pas remis en cause et nous en convenons volontiers. Mais le sens de l'élection est, très souvent, dans les faits, dévoyé pour « effacer » le droit de contester, après l'élection, toute décision. Le temps de la campagne ou celui la précédant, la contestation est possible ; mais une fois celui-ci passé, la contestation doit s'éteindre.

Et bien, non. Ce n'est pas ainsi que les hommes doivent vivre...

<https://www.ladepeche.fr/article/2018/07/24/2840930-tour-occitanie-toulouse-permis-construire-tour-150-metres-haut-est.html>

<https://www.ladepeche.fr/article/2007/06/07/904-exclusif-power-8-les-details-du-plan.html>

<https://www.ladepeche.fr/2019/06/13/toulouse-2031-lautre-vision-de-la-ville-dun-collectif-dassociations,8254253.php>

² C'était un temps déraisonnable

On avait mis les morts à table

On faisait des châteaux de sable

On prenait les loups pour des chiens

³ Editions « La découverte » - 2019

Texte UPT / Copernic – Juin 2020